

BULLETIN D'INFORMATION

MOUSHIRA KHATTAB : LA NOUVELLE LOI DU TRAVAIL INCARNE L'ENGAGEMENT CONTINU DE L'ÉGYPTE À PROTÉGER LES DROITS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Le Conseil national des droits de l'homme a participé à un dialogue international fructueux avec le comité d'experts chargé du suivi de la mise en œuvre de la Convention pour la protection des droits des travailleurs migrants. La délégation était dirigée par l'Ambassadeur Moushira Khattab, Président du Conseil, accompagné du Dr Ayman Zuhri et du Dr Mohamed Mamdouh, membres du Conseil. L'ambassadrice Moushira Khattab a souligné que la nouvelle loi du travail constitue une étape qualitative dans le développement de la législation égyptienne, car il s'agit de la première loi conforme aux normes internationales des droits de l'homme. Elle a expliqué que la loi aborde des questions vitales telles que le travail des enfants, le travail irrégulier et le travail domestique, ce qui contribue de manière tangible à renforcer la protection des droits de ces groupes.



TRUMP RENOUVELLE SON ENGAGEMENT À IMPOSER DE NOUVEAUX TARIFS DOUANIERS ET À RESSERRER LES PROCÉDURES D'EXPULSION DES IMMIGRANTS

Lors de son premier entretien officiel six semaines avant son entrée en fonction, le président américain élu Donald Trump a renouvelé son engagement à mettre en œuvre ses promesses de campagne, notamment en imposant des droits de douane et des expulsions massives d'immigrés. Trump a également évoqué l'idée d'un retrait des États-Unis de l'OTAN, évoquant la possibilité d'une réduction du soutien américain à l'Ukraine. Il a confirmé qu'il pourrait arrêter l'aide dont dépend Kiev face à l'invasion russe, qui soulève des questions sur l'avenir des relations américaines avec ses alliés.



L'AUTRICHE RÉVÈLE SON INTENTION D'EXPULSER LES IMMIGRANTS SYRIENS APRÈS LA CHUTE DU RÉGIME D'ASSAD



L'Autriche annonce son intention d'expulser les Syriens après la chute du régime d'Assad, ce qui coïncide avec le fait que des pays européens, dont la Belgique et l'Allemagne, suspendent les demandes d'asile des Syriens. Le ministre de l'Intérieur Gerhard Karner a confirmé le travail sur un programme de retour des Syriens, sans préciser les groupes cibles.

40 migrants pakistanais ont été arrêtés à Tajoura alors qu'ils tentaient de se rendre en Europe



Le Service d'appui à la stabilisation a annoncé l'arrestation de 40 immigrants pakistanais irréguliers à Tajoura, qui envisageaient d'immigrer vers l'Europe via un réseau de passeurs international. Le communiqué indique que les migrants sont entrés en Libye via l'aéroport international de Benina et devraient être envoyés en Europe via des bateaux en Méditerranée. L'agence s'efforce de poursuivre les membres libyens du réseau impliqués dans le trafic de migrants.

MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : NOUS PRÉVOYONS D'ASSURER LE RETOUR DES RÉFUGIÉS SYRIENS DANS LEUR PAYS

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré lundi que la Turquie œuvrerait pour assurer le retour en toute sécurité des réfugiés syriens qu'elle accueille dans leurs foyers, ainsi que pour soutenir la reconstruction de la Syrie, après le renversement du régime d'Assad par les factions armées de l'opposition. Fidan a ajouté aux ambassadeurs turcs qu'Ankara espère construire une nouvelle Syrie qui vit en paix avec ses voisins, et que la Turquie est prête à soutenir son voisin pour atteindre cet objectif. Il a souligné que la Turquie continuera à se tenir aux côtés des Syriens dans cette nouvelle phase.



LA DROITE FRANÇAISE ALERTE SUR L'AFFLUX DE MIGRANTS APRÈS LA CHUTE DU RÉGIME D'ASSAD

Le président de l'Assemblée nationale a prévenu(RN) Jordan Bardella estime que la chute du président syrien Bashar al-Assad aux mains de l'opposition armée syrienne pourrait conduire à une nouvelle crise migratoire en Europe, selon un rapport publié par le journal français Le Figaro. Dans ses déclarations dimanche lors d'une émission sur France 3, Bardella a exprimé son inquiétude quant aux répercussions de ce basculement géopolitique, qualifiant le départ d'Assad de catastrophe géopolitique.



L'ESPAGNE ACCUEILLE 53 000 MIGRANTS DANS LE SYSTÈME D'HÉBERGEMENT



La secrétaire d'État espagnole aux Affaires migratoires, Pilar Cancilla, a souligné que le système national d'hébergement en Espagne fournit un soutien à environ 53 000 migrants, à travers plus de 3 000 centres et autres types d'installations et de ressources, gérés par des organismes non gouvernementaux et des associations. Le ministre a ajouté, lors d'une rencontre avec la presse étrangère, que le système est destiné aux adultes issus de groupes vulnérables ou confrontés à des situations administratives irrégulières, tandis que la prise en charge et la responsabilité des mineurs incombent aux régions espagnoles. Canceled a également évoqué les différentes étapes de gestion suite à l'arrivée des migrants, dont l'afflux se poursuit de manière significative à l'heure actuelle, notamment aux îles Canaries.

TRUMP SUSCITE DES SURPRISES CONCERNANT LES IMMIGRANTS, L'OTAN, LES ATTAQUANTS DU CAPITOLE ET LE CONFLIT EN UKRAINE

Dimanche, lors d'une interview télévisée, Donald Trump a réitéré les promesses électorales qu'il avait faites au cours de sa campagne, notamment en imposant des droits de douane et en procédant à des expulsions massives d'immigrés. Il a également évoqué l'idée d'un retrait des États-Unis de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Dans sa première interview officielle six semaines avant son entrée en fonction, Trump a réitéré que le soutien américain à l'Ukraine pourrait décliner, indiquant qu'il réduirait probablement l'aide dont Kiev dépend pour repousser l'invasion russe. Trump a ajouté qu'il envisagerait également très rapidement d'accorder une grâce à ses partisans emprisonnés pour avoir pris d'assaut le bâtiment du Capitole américain après sa défaite aux élections de 2020 face à Joe Biden.



VIOLS ET EXPLOITATION SEXUELLE... LES DURES SOUFFRANCES DES FEMMES MIGRANTES DANS LES CAMPS DU NORD DE LA FRANCE

Trois ans après la pire noyade survenue dans la Manche, la situation des migrants dans le nord de la France, où les dangereuses tentatives de passage vers la Grande-Bretagne se multiplient avec le renforcement des contrôles aux frontières. Adam, un garçon de deux ans, joue dans la cour dans une camionnette rouge pendant que sa mère, Kholoud, la regarde de loin fumer une cigarette. Sa mère, d'origine syrienne et koweïtienne, raconte son histoire à InfoMigrants, car elle n'avait aucune nouvelle du père de son enfant, le Syrien qu'elle a rencontré en Turquie. Il s'est enfui en Allemagne lorsque je lui ai annoncé que je l'étais enceinte. Le jeune homme de 26 ans a déménagé dans le nord de la France, cherchant à rejoindre le Royaume-Uni.



HUMAN RIGHTS WATCH ACCUSE LA POLOGNE DE VIOLER LES DROITS DES MIGRANTS À LA FRONTIÈRE AVEC LA BIÉLORUSSIE

Human Rights Watch a allégué des violations illégales et des refoulements à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie et a appelé le gouvernement polonais à assumer ses responsabilités à l'égard des droits des demandeurs d'asile. Le rapport était basé sur des entretiens approfondis menés en novembre 2024 avec 22 personnes cherchant à immigrer. Le rapport révèle que les agents des frontières empêchent les individus originaires de Biélorussie de demander l'asile même après avoir traversé le territoire polonais, notamment dans des cas où des autorités polonaises ont arrêté des migrants à plusieurs kilomètres à l'intérieur de la Pologne.



MIGRATION INTERNATIONALE : EN 2024, 21 000 MIGRANTS ONT ÉTÉ RENOVYÉS DE FORCE EN LIBYE



L'Organisation internationale pour les migrations estime que plus de 21 000 migrants ont été renvoyés de force vers la Libye en 2024 grâce aux opérations d'interception menées par les garde-côtes. Les données de l'organisation des Nations Unies ont montré une augmentation notable du nombre de migrants interceptés en Méditerranée et renvoyés en Libye, ce nombre passant à 21 000 migrants en 2024 contre 17 000 en 2023. L'organisation a exprimé sa préoccupation face à l'augmentation des interceptions de migrants par les garde-côtes en Méditerranée. Elle a confirmé que les opérations visant à intercepter les migrants dans les eaux côtières et à les renvoyer en Libye sont désormais entrées dans leur huitième année, malgré les avertissements internationaux concernant les conditions dangereuses à l'intérieur de la Libye.

LA POLICE ITALIENNE DÉVOILE UN RÉSEAU CRIMINEL SOUPÇONNÉ D'AVOIR EXPLOITÉ DES MIGRANTS DANS LE CENTRE DE L'ITALIE

La police italienne a découvert un réseau criminel soupçonné d'exploiter les migrants dans la station balnéaire de Rimini, dans le centre de l'Italie. Des migrants auraient payé des milliers d'euros pour de faux emplois qui leur permettraient d'obtenir un permis de séjour en Italie. Au cours d'une enquête menée sur le cas d'exploitation des migrants dans la ville de Rimini, la gendarmerie italienne (Carabinieri) a révélé que les migrants ont payé de grosses sommes d'argent pour que les entreprises prétendent les employer, leur permettant ainsi d'entrer en Italie. Les forces de sécurité ont ouvert une enquête après qu'un des migrants a dénoncé les exploitateurs présumés aux autorités, ce qui a donné lieu à une opération menée par la gendarmerie lundi 9 décembre. Douze mandats d'arrêt ont été émis et d'autres mesures conservatoires ont été ordonnées par le parquet de Rimini pour complicité d'immigration clandestine, d'exploitation par le travail et de prostitution.

